

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BUTAGAZ SAS

rue du Breuil
25960 Deluz

Références : UID257090/SPR/MV/2026-0304A
Code AIOT : 0005900239

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté rue du Breuil 25960 Deluz. L'inspection a été annoncée le 12/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2026 Atmosphères explosibles visant à vérifier que l'exploitant a mis en place toutes les dispositions techniques et organisationnelles permettant l'atteinte du niveau de sécurité exigé par la réglementation ATEX.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- rue du Breuil 25960 Deluz

- Code AIOT : 0005900239
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Butagaz réalise la production et la distribution de gaz Butane et Propane sur le site de Deluz. L'établissement est classé Seveso Seuil Haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion et plan général des zones	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Sans objet
6	Travaux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.6.2	Sans objet
7	Interdiction de feux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a pu être constaté lors de la visite que l'exploitant a bien conduit l'analyse de risques au travers

du DRPCE afin de définir les zones ATEX.

Les matériels présents au niveau de ces zones sont contrôlés périodiquement, toutefois des écarts ont pu être constatés. L'exploitant doit mettre en place un plan d'action afin de résorber ces écarts en lien avec les matériels présents en zone ATEX. Il veillera par ailleurs, à refaire le marquage au sol des zones et à afficher à l'entrée de celles-ci les consignes à respecter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion et plan général des zones

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risque / Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : Thématique : Identification des zones à risque, plan des zones à risques et matérialisation des zones à risques Voir partie confidentielle pour le détail de la prescription contrôlée.
Constats : Voir partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous un délais de 3 mois, de refaire le marquage des zones ATEX et d'afficher les consignes à l'entrée de ces zones.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Matériels utilisables en atmosphères explosibles
Prescription contrôlée : Thématique : conformité des matériels utilisables en atmosphères explosibles Voir partie confidentielle pour le détail de la prescription contrôlée.
Constats : Voir partie confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois, les déclarations de conformité des matériels suivants situés en zone ATEX matériel DG 403, DG 301 et matériel lié à la mise à terre des camions au niveau des postes chargement/déchargement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection un audit d'adéquation des matériels en zone de sécurité électrique de type périodique, réalisé par Bureau Veritas et daté du 28/10/2024. Ce document retrace la vérification des matériels installés dans les zones de sécurité électriques et zones ATEX et plus particulièrement au niveau des bras de chargement et de la pomperie. Il a présenté le jour de la visite, le même audit pour l'année 2025 réalisé le 24/10/2025 par Bureau Veritas.</p> <p>Ces documents font état des non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le marquage spécifique ATEX n'apparaît pas ou n'est pas lisible ou est incomplet ou le matériel n'est pas adapté à la zone dans laquelle il est utilisé. Cela concerne 14 matériels en 2024 et 18 en 2025 ; - deux matériels sont détériorés ou non fixés en 2024 et 2025 ; - 2 presses étoupes mal vissées en 2025 ; - matériel non doté de liaisons équipotentielle ou celles existantes ne respectent pas les prescriptions des documents de référence. Cela concerne 1 matériel en 2024 et 5 en 2025. - câbles et/ ou matériel non identifiés ou le moyen d'identification est illisible ou inaccessible. Cela concerne 6 matériels en 2024 et 17 en 2025. - 18 matériels non certifiés ATEX en 2024 et 0 en 2025. En lien avec le matériel ATEX antérieur à 2003. <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir encore mis en place de plan d'action pour la résorption de ces écarts.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a questionné l'exploitant concernant la résorption de l'écart pour le matériel ATEX non certifié du fait d'une date antérieure à 2003. Après confirmation par mail du bureau d'études le jour de l'inspection, il s'avère qu'il s'agit d'une erreur de la part de Bureau</p>

Veritas, cette erreur a été corrigée en 2025 par Bureau Veritas.

De plus, l'exploitant a expliqué qu'une analyse a bien été conduite et retracée dans le document du DRPCE pour les matériels non-électriques, en revanche cette analyse n'est pas retracée pour les matériels électriques. De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure le jour de l'inspection de déterminer la liste du matériel concerné avec la date d'installation du matériel.

Sur le terrain, il a été procédé par échantillonnage à la vérification des matériels suivants situés en zone ATEX :

- Pomperie (zone 2) : Détecteur gaz 301, marquage : CE - Ex - II - 2 - G ou D - IP 66, bon état.
- Pomperie (zone 2) : coffret contrôle hydraulique : CE, Ex - d IIB - T4 - LCIE - n°81609, bon état et liaison équipotentielle présente en bon état.
- zone chargement (zone 1 temporaire) : boîtier mise à la terre camion : CE, Ex - II - 1 - G ou D, bon état et liaison équipotentielle présente en bon état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai d'un mois, un plan d'action visant à résorber les écarts constatés lors des audits des matériels ATEX. Il doit par ailleurs, intégrer au DRPCE l'analyse de risque et le listing des matériels antérieurs à 2003. Ces documents devront être transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux

Prescription contrôlée :

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

Constats :

Non concerné. Le site ne dispose pas de zone ATEX au niveau des locaux en intérieur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu

d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

L'exploitant a présenté le jour de l'inspection le rapport de vérification périodique des installations électriques du 22/05/2025 réalisé par Bureau Veritas, celui-ci ne fait pas apparaître d'écart, ainsi que le certificat Q19 du 21/05/2025 réalisé par Bureau Veritas, ne faisant pas apparaître d'anomalie et indiquant que les installations ne présentent aucun risque d'échauffement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux

Prescription contrôlée :

Thématique : travaux, permis d'intervention et permis feu.

Voir partie confidentielle pour le détail de la prescription contrôlée.

Constats :

Voir partie confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdiction de feux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction de feux

Prescription contrôlée :

Thématique : Interdiction de feux.

Voir partie confidentielle pour le détail de la prescription contrôlée.

Constats :

Voir partie confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

